

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4284 - Mardi 26 septembre 2017 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou/Élections locales

## Onze listes pour l'APW et 345 pour les communes

Page 3

## Un plan national pour une meilleure gestion des ports Objectif : régler le problème des marchandises en souffrance

Page 2

### Un fantasme nommé inflation

Par Mohamed Habili

**D**epuis que le gouvernement a fait savoir qu'il allait recourir au financement non conventionnel pour pallier les déficits budgétaires, il n'y a plus qu'une seule chose qui intéresse «la presse démocratique» : l'inflation, qu'elle espère voir bientôt grimper de façon exponentielle. Si cela ne tenait qu'à elle, les Algériens se réveilleraient dès demain, le 27 septembre, pour se trouver sous l'empire d'une inflation à trois chiffres, comme a prophétisé Ahmed Benbitour, qui ne dit jamais rien qui ne soit l'annonce de la faillite suprême. Depuis le temps qu'il voit venir celle-ci sans qu'elle déboule en personne sur la scène, il devrait se montrer plus prudent dans ses vaticinations. Quand on est à plusieurs à regarder dans la même direction, tendus comme un seul homme vers l'apparition de quelque chose qu'on appelle tous ensemble intensément de ses vœux, le risque encouru est qu'on est mentalement disposé à voir l'objet de ses désirs surgir devant soi, d'abord ici, puis là, et à la fin où que l'on se tourne. Pour le moment, c'est vers le Port Saïd, le marché informel de la devise, que ces activistes d'une famille politique elle-même informelle porte le regard, anxieux de voir l'inflation prédite commencer son grand œuvre de sape du pouvoir en place, ce qui serait tout bénéfique pour elle, puisqu'elle aspire, et depuis quelque temps déjà, à le remplacer.

Suite en page 3

### Le plan d'action du gouvernement au Sénat

# Politique et sécuritaire, les axes de Ouyahia



PHE. Soraya/J. A.

Si la situation économique et financière aura été le principal volet détaillé par Ahmed Ouyahia, Premier ministre, devant les députés la semaine dernière lors de la présentation du plan d'action du gouvernement adopté à la majorité à l'APN, ceux politique et sécuritaire ont été particulièrement arborés hier devant les sénateurs. Présageant, pour le premier, un taux de participation «plus élevé» aux locales que celui des législatives de mai dernier, il affirmera, pour le second, l'attachement du gouvernement à l'application «dans l'esprit et la lettre» de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale. [Lire page 3](#)

En popularité croissante

## Entreprises et APC sur le chemin de la Responsabilité sociale des organisations

Page 4

Echanges culturels

## Les théâtres de Batna et Tissemsilt s'invitent à Mostaganem

Page 13

Saison estivale 2017

# La violence était au rendez-vous

■ L'été et les vacances ont rimé, fort malheureusement cette année, avec la violence sous toutes ses formes dans la capitale : agressions sur des personnes, atteintes aux biens, à la pudeur et à l'environnement, accidents mortels...

Par Louiza Ait Ramdane

Les services de Sûreté publique de la wilaya d'Alger ont dressé leur bilan de la saison estivale 2017 : plus de 3 500 affaires criminelles traitées et 2 183 suspects arrêtés. Pour les affaires relatives à l'atteinte aux personnes, le chef du service de la Sûreté publique de la wilaya d'Alger, le commissaire principal de police Mohamed Filali, a fait état de 1 684 affaires impliquant 1 494 suspects déferés aux autorités judiciaires compétentes. 1 855 affaires d'atteinte aux biens privés ont été enregistrées avec 689 individus impliqués.

Les mêmes services ont enregistré 391 agressions sur des personnes, 285 agressions sur des biens, 174 cas d'atteinte à la pudeur et 758 cas d'atteinte à l'environnement, ainsi que l'arrestation de 1 602 personnes.

Dans le cadre de la lutte contre la drogue, les mêmes services ont traité 2 303 affaires impliquant 2 498 individus et donnant lieu à la saisie de 35,896 kg de kif traité, 10 469 comprimés psychotropes, 82,92 gr de cocaïne et 14,04 g d'héroïne.

Le commissaire principal de police a relevé l'augmentation de la quantité de drogues dures (héroïne et cocaïne) saisie durant cette période par rapport à la même période de l'année dernière où les saisies ont été de 4gr pour la cocaïne et 0,04 g pour l'héroïne. Il a précisé que ces saisies ont été opérées notamment à l'ouest d'Alger.

Pour les affaires criminelles, le commissaire principal de police Hocine Abad, chef de bureau au service criminologie et d'in-



PHO. R.

vestigation de la police judiciaire, a enregistré plus de 39 000 affaires dont 65% traitées. Ces activités ont mené à l'arrestation de plus de 34 000 personnes, a-t-il affirmé, ajoutant que plus de 30 000 victimes ont été enregistrées.

La violence est bel et bien présente aussi avec les accidents de la route. Deux cent quatre personnes ont péri et 4 739 autres ont été blessées dans 3 979 accidents de la circulation survenus dans les zones urbaines au niveau national, selon le bilan présenté par le directeur adjoint de la prévention

routière, le commissaire principal de police Ghezli Rachid à la Direction de la sûreté publique.

La même source a indiqué que par rapport aux données de la saison estivale de l'année dernière, le nombre de morts a enregistré une hausse de 2,55%, alors que le nombre de blessés et d'accidents a reculé respectivement de 9,22%, et 5,46% du fait de l'efficacité des mesures préventives mises en place au niveau national par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Les mêmes services ont traité 100 affaires liées à l'exploitation illégale des plages et

234 affaires liées à l'exploitation de parkings sans autorisation. Ces affaires ont donné lieu à la saisie de 189 tables et 351 parasols. 28 accidents causés par des jet-skis ont été enregistrés, causant des blessures à quatre personnes.

Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre les parkings sauvages, les services de sécurité ont arrêté 328 individus, lesquels ont été auditionnés sur procès-verbaux pour exploitation illégale de la voie publique. Pour ce qui est de l'urbanisme et de la protection de l'environnement, il a été relevé 573 infractions liées

à la construction sans permis de construire, 25 infractions pour non-conformité de la construction aux permis délivrés, 3 509 relatives au rejet de déchets et de matières solides ainsi que 36 opérations de démolition sur ordre des autorités administratives.

A rappeler que 150 000 policiers, dont plus de 100 policières, ont été mobilisés pour cette saison estivale afin d'assurer la sécurité au niveau de 77 plages.

L. A. R.

Un plan national pour une meilleure gestion des ports

## Objectif : régler le problème des marchandises en souffrance

«Un plan national est en cours d'élaboration pour développer les parcs et les plateformes logistiques afin de résoudre les problèmes rencontrés au niveau des ports, particulièrement celui des conteneurs en souffrance et les entrées et sorties des navires des quais», a déclaré, à Alger, le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane. Dans une allocution prononcée devant les cadres du secteur et des représentants des services des Douanes, au terme d'une visite qui l'a menée au Centre de formation des transporteurs de marchandises de Bordj El Kiffane et au Port sec de Rouiba, filiales du groupe «Logitrans», M. Zaalane a mis en avant l'importance de l'activité logistique dans le développement de l'activité économique et commerciale. Il a relevé que les efforts actuels du secteur sont axés sur la mise en place d'une stratégie complète de développement des plateformes logistiques, outre la formation de cadres et de spécialistes dans ce domaine. «Les ports ne peuvent pas tous subir des travaux d'extension qui sont très coûteux», a ajouté le

ministre. Pour ce faire, le premier responsable du secteur a précisé que la solution résidait dans la mise en place de nouvelles bases et plateformes logistiques qui constituent un maillon important dans le processus d'exportation et d'importation, partant du transport des marchandises jusqu'aux formalités douanières, a-t-il expliqué. «Un travail important nous attend en matière de réalisation de plateformes logistiques, mais en l'absence d'auto-routes et de voies ferrées nous ne pouvons parler de logistique», a relevé M. Zaalane. Sur ce point, il n'a pas manqué de rappeler les investissements importants de l'Etat pour la réalisation des infrastructures d'accompagnement. Pour le premier responsable du département des Travaux publics et des Transports, s'il n'y a pas de fluidité, de maîtrise des plateformes logistiques, de célérité dans la réception des marchandises et une application effective du guichet unique, c'est l'opérateur économique qui en supportera, en premier, les frais. Les plateformes logistiques sont réalisées par des entreprises publiques dans le cadre de partenariats. D'autres sont

l'œuvre de certains investisseurs privés, a fait savoir le ministre. La réalisation de ports secs depuis les années 90 avait, d'ailleurs, pour objectif d'alléger la pression sur les ports maritimes, a-t-il expliqué.

### Intégrer plus de logistique dans l'économie nationale : un projet ambitieux pour 2025

«Nous espérons actuellement aller au-delà en intégrant les services logistiques dans l'économie nationale et réussir, ce faisant, à diminuer les coûts de la logistique de 35%, actuellement à 15% à l'horizon 2025», a affirmé M. Zaalane. Par ailleurs, pour rendre compte des efforts énormes fournis dans ce sens, le ministre a rappelé que l'Algérie possède 48 ports. 20 sont réalisés depuis 1999, avant de préciser que certains d'entre eux connaissent des travaux d'extension et d'aménagement, à l'image des ports de Béjaïa, Annaba, Oran et Jijel. Pour ce qui est toutefois des demandes de réalisation de ports secs, le ministre a relevé que la réa-

lisation de ces infrastructures doit s'appuyer sur des études et des statistiques. A ce propos, il a ajouté que l'Etat joue toujours dans ce domaine le rôle de contrôleur et de régulateur. S'agissant par ailleurs du volet formation du personnel, 800 transporteurs de marchandises en cours de formation au niveau du Centre de formation de Bordj El Kiffan est un chiffre faible selon le ministre. D'où son appel à faire davantage de promotion à cette formation.

### Acquisition de nouveaux bateaux : un crédit bancaire de 100 milliards de dinars

S'agissant du financement des sociétés relevant du secteur, le ministre a déclaré qu'il n'y a pas d'entreprise publique qui n'ait pas bénéficié du soutien de l'Etat, qu'il s'agisse d'Air Algérie ou d'entreprise portuaire. Il a affirmé que cette dernière a obtenu un crédit bancaire de 100 milliards de dinars pour l'acquisition de nouveaux bateaux.

Yacine Djadel



Le plan d'action du gouvernement au Sénat

# Politique et sécuritaire, les axes de Ouyahia

■ Si la situation économique et financière aura été le principal volet détaillé par Ahmed Ouyahia, Premier ministre, devant les députés la semaine dernière lors de la présentation du plan d'action du gouvernement adopté à la majorité à l'APN, ceux politique et sécuritaire ont été particulièrement arborés hier devant les sénateurs. Présageant, pour le premier, un taux de participation «plus élevé» aux locales que celui des législatives de mai dernier, il affirmera, pour le second, l'attachement du gouvernement à l'application «dans l'esprit et la lettre» de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale.

Par Lynda Naili

Hier, lors de la présentation du plan d'action du gouvernement devant le Conseil de la nation, le Premier ministre, se basant «sur une analyse sociologique», a en effet déclaré que le taux de participation aux élections locales du 23 novembre prochain sera «inévitavelmente plus élevé» que celui des législatives du 4 mai dernier. Ainsi, selon lui, cette joute électorale consistera en un «test» pour les partis et les candidats indépendants devant convaincre, à travers leurs programmes, les citoyens qui ont «l'embarras du choix» dans une scène politique diversifiée et composée de tous les courants politiques, notamment les «islamistes, les partis de gauche et les nationalistes». Ne manquant pas de dénoncer «certaines voix qui avaient imputé au gouvernement la responsabilité du boycott par les citoyens lors des dernières élections législatives», Ouyahia fera part de la détermination des institutions de l'Etat à assurer la «transparence» du double scrutin prochain auquel tous les moyens nécessaires à même de garantir sa réussite seront mobilisés. Dans ce contexte, estimant que l'administration et la Haute instance indépendante de surveillance des élections (HIISE) «n'étaient pas les seules responsables pour en garantir la transparence», il affirmera que «le premier garant pour assurer la transparence et la régularité du scrutin sont les candidats eux-mêmes». Et à Ouyahia de rappeler, au passage, l'ensemble des garanties réglementaires offertes aux partis en lice à ce double scrutin durant tout le déroulement du processus électoral. S'agissant de la révision des codes communal et de la wilaya



P.H.E. Soraya/J.A.

annoncée pour l'année prochaine, le Premier ministre indiquera que le nouveau texte verra le renforcement des prérogatives des Assemblées municipales et de wilaya, notamment à travers la décentralisation qui «a besoin d'un nouveau souffle» ainsi que par la promotion des financements et de la fiscalité locale. «Nous voulons que l'Algérie arrive d'ici 4 à 5 années au développement, avec une prise en charge des préoccupations du citoyen plus locale que centralisée», a-t-il affirmé.

## Charte pour la paix et la réconciliation nationale

Par ailleurs, soulignant que le succès de cette démarche initiée par le président de la République et votée massivement par le peuple algérien en 2005 «ne souffrirait aucune contestation», Ouyahia a affirmé l'attachement du gouvernement à l'application de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale «dans l'esprit et la lettre». Et pour cause, l'expérience algérienne en la matière ayant «suscité l'in-

térêt de plusieurs pays et organisations internationales qui veulent s'en inspirer», il estimera qu'«aujourd'hui, il n'y a aucun doute quant à la réussite de cette démarche même si au début, ce qui est normal, certaines appréhensions ont été exprimées au sein de la société avant qu'elles ne soient dissipées suite au retour de la paix et de la sécurité à travers le pays». Dans ce contexte, évoquant «la nécessité d'unir les rangs pour faire face aux défis vitaux pour la Nation et pour l'Etat», Ouyahia lancera un appel «à nos enfants égarés pour retourner au sein de leur peuple et leurs familles». Toutefois, à ceux qui refuseraient «la main tendue», «l'Etat les éliminera par la force ou ils seront jugés et condamnés sévèrement par la force de la loi», a-t-il prévenu. «J'espère que mon appel sera entendu et que ces éléments terroristes reviennent à la raison et rejoindront les milliers d'Algériens qui étaient, par le passé, dans les groupes terroristes», a-t-il averti.

En outre, relevant le contexte régional actuel marqué par les conflits, à l'instar de la crise au Mali et en Libye qui, dira-t-il,

«favorisent le terrorisme et le crime transnational, qui à son tour alimente le terrorisme», «l'Algérie, malgré ce contexte régional instable, parvient à préserver sa sécurité et sa stabilité grâce notamment aux efforts de l'Armée nationale populaire et les autres forces de sécurité» auxquelles il rendra hommage.

## La planche à billets : «un impératif» non «une option»

S'agissant du recours annoncé à l'APN au financement par emprunt contracté par le Trésor auprès de la Banque centrale, Ouyahia réitérera qu'il s'agit d'«un impératif» et non d'«une option» pour relancer l'économie nationale et maintenir le rythme de développement du pays. «Aujourd'hui comme par le passé, l'Algérie a besoin d'être indépendante dans sa prise de décision et d'unité de ses rangs pour faire face aux défis de l'heure et aux retombées de la chute vertigineuse des cours du pétrole qui a fait perdre au pays plus de la moitié de ses recettes financières et fiscales», argumentera-t-il, avant d'enchaîner pour dire que «le non recours à ce mode de financement empêchera le versement des salaires des fonctionnaires et des indemnités des députés». «Si ce financement n'est pas appliqué en novembre, cela conduira à un arrêt total de l'économie (...) Même les représentants du peuple ne percevront pas leurs indemnités et pas seulement les fonctionnaires», a-t-il prévenu.

## L'autorité de régulation de la presse écrite installée avant la fin de l'année

Par ailleurs, Ouyahia a annoncé l'installation, avant la fin de l'année, de l'Autorité de régulation de la presse écrite (ARPE). De plus, le Premier ministre a fait savoir qu'une loi sera promulguée l'année prochaine permettant un accès «plus conséquent» des médias notamment aux informations et aux documents, conformément à la révision de la Constitution, en plus des efforts de l'Etat pour le soutien des médias dans la formation, à travers les différents instituts. En outre, il a affirmé l'engagement de l'Etat à réactiver le fonds d'aide aux médias, financé par le Trésor public, pour le redynamiser l'année prochaine en revoyant son encadrement.

## LA QUESTION DU JOUR

### Un fantôme nommé inflation

Suite de la page une

Pour que l'euro s'échange dès à présent à 200 contre un, un record, il faut que l'inflation ait déjà démarré, et pas avec mollesse, au contraire avec un entrain et un appétit qui augurent bien de la suite. Ce que le travail politique et un esprit d'intrigues fécond n'ont pas pu produire, cette grande dame d'inflation pourrait bien s'en montrer capable, elle. Elle est pour le moment quasiment à 6%, une bonne impulsion de départ quand on y pense. A la façon dont cela se présente dès maintenant à Port Saïd, elle ne devrait pas tarder à être à deux chiffres, ce qui déjà autoriserait à parler d'une inflation rampante. Il suffirait qu'elle atteigne 20%, et elle serait lancée, elle serait galopante, sa puissance passant à une vitesse toujours supérieure, en comptant non plus en jours mais en heures. La spirale inflationniste se met alors à tounoyer et à grossir, à forcer de tout ce qu'elle happe et broie dans sa furie, réveillant puis déchaînant les éléments, de plus en plus forte, de plus en plus ravageuse, de plus en plus monstrueuse et terrifiante. Quand ce cyclone sera tombé, on cherchera les traces d'El Mouradia... et on ne les trouvera pas. On se demandera mais où se trouvaient donc l'Assemblée, le Palais du gouvernement, la Grande Poste... En revanche la Maison de la presse sera encore là, entière, peut-être avec quelques titres en moins, mais elle aura tenu bon en comparaison de la dévastation alentour. Ainsi est fantasmée l'Inflation, par des journalistes qui, à l'évidence, n'en savent rien. Sous leur plume, ce qui n'est qu'une image, la planche à billets, devient quelque chose à prendre à la lettre, une réalité tangible. Ils voient une imprimerie d'Etat où un gouvernement faussaire passe commande de billets de banque en apparence tout ce qu'il y a de plus vrais. Il vient les chercher, puis par tombeaux entiers il les balance dans la mare économique, ce qui a pour effet mécanique de faire monter le niveau de l'eau, c'est-à-dire celui des prix. C'est inéluctable. Ou alors qu'on imagine un port, et une vague qui arrive. Le port c'est l'économie dans son état présent, et la vague, c'est le financement non conventionnel. Si la vague est suffisamment haute, ce qui est le cas dans notre exemple, toutes les embarcations sont soulevées avec une force égale, à une hauteur telle qu'en retombant elles se fracassent, soit contre la jetée, soit les unes contre les autres.

## Tizi Ouzou/Élections locales Onze listes pour l'APW et 345 pour les communes

LA DIRECTION de la réglementation et des affaires générales de la wilaya de Tizi Ouzou a annoncé, hier, que 11 listes électorales pour l'Assemblée populaire de wilaya (APW) et 345 autres ont été déposées à la clôture du délai de dépôt de dossiers de candidatures pour les élections locales du 23 novembre prochain. Parmi les 11 listes pour l'APW, deux ont été effectuées par des indépendants, à savoir, Izuran et Alternative citoyenne aux côtés des partis politiques le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), le Front des forces socialistes (FFS), le Front de libération nationale (FLN), le Rassemblement national démocratique (RND), le Parti des travailleurs (PT), le Mouvement populaire algérien (MPA), le Parti de la victoire nationale (PVN), Tajaoumou Amel El-Djazair (TAJ), le Mouvement pour l'entente nationale (MEN), le Mouvement de la société pour la paix (MSP). Les 345 listes communales ont été déposées par des partis politiques, savoir, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), le Front des forces socialistes (FFS), le Front de libération nationale (FLN), le Rassemblement national démocratique (RND), le Parti des travailleurs (PT), le Mouvement populaire algérien (MPA), le Parti de la victoire nationale (PVN) Alliance TAJ, le Mouvement pour l'entente nationale (MEN), le Mouvement de la société pour la paix (MSP) et le Front de l'Algérie nouvelle (FAN). La Drag n'a pas précisé le nombre de listes indépendantes. A la lumière de ces premiers éléments d'information communiqués par la Drag, il ressort qu'aucun parti n'a réussi à couvrir en candidatures l'ensemble des 67 communes. Le FFS et le FLN ont déposé chacun pour 62 communes et le RCD et le RND comptent présenter des candidats dans 60 communes.

Hamid M.

L. N.

M. H.

«En reconnaissant les souffrances des victimes»

# Sylvie Thénault : «Il est temps de dépolitiser la mémoire de la guerre d'Algérie»

■ L'historienne française Sylvie Thénault a affirmé qu'il faut dépolitiser la mémoire de la guerre d'Algérie en reconnaissant les souffrances des victimes, estimant que c'est la «meilleure façon» de procéder.

Par Amel H.

«Il est temps de dépolitiser la mémoire de la guerre d'Algérie en reconnaissant sincèrement les souffrances des victimes et de sortir des bas usages de l'histoire», a-t-elle dit dans un entretien au quotidien *La Croix*, publié hier, avertissant que «tant que nous restons dans une mémoire partielle de la guerre, nous sommes pris dans un jeu de concurrence, non pas des mémoires mais des courants qui politisent ces mémoires». Sylvie Thénault, directrice de recherche au CNRS et spécialiste de la guerre de libération nationale, a estimé que la réconciliation des mémoires est «souhaitable». Evoquant les courants qui politisent en France ces mémoires, elle cite «ceux qui défendent l'idée de reconnaître et réparer les souffrances des colonisés



sont du côté de la gauche, de l'extrême gauche et de l'anticolonialisme», précisant que de l'autre côté, la cause des harkis «fut pendant longtemps utilisée par les nostalgiques de l'Algérie française».

«Mais la mémoire des pieds-noirs reste, elle, très politisée, notamment là où les enjeux électoraux sont importants pour le

Front national comme dans le sud de la France», a-t-elle ajouté, estimant que l'avènement d'Emmanuel Macron à la présidence peut représenter une opportunité. «Elle (l'élection d'Emmanuel Macron) peut représenter une opportunité, pas seulement par son positionnement politique "de droite et de gauche"», a-t-elle relevé, consi-

dérant «qu'il a aussi appris de la polémique déclenchée par ses propos qualifiant la colonisation de crime de l'humanité».

Pour l'auteur de *Histoire de la guerre d'indépendance algérienne* (Ed. Flammarion, 2012), le président Macron appartient à une génération qui n'a pas connu la guerre, d'autant, a-t-elle soutenu, «il est entré en politique

à un moment où l'antiracisme avait une forte valeur». Macron «est d'une génération où l'indépendance de l'Algérie ne se discute plus».

De ce fait, il peut poser des gestes, y compris envers les Français d'Algérie, sans risque politique. Et il a la possibilité de reconnaître la responsabilité de la France, sur le modèle de Jacques Chirac en 1995 à propos de la collaboration», a-t-elle expliqué, considérant que les souffrances pendant la guerre «n'ont pas eu la même échelle». «La torture et les exécutions sommaires ont concerné des centaines de milliers d'Algériens. Quant aux camps de regroupements, ce sont deux millions d'Algériens qui y ont été placés. La nature des souffrances est aussi à prendre en compte. Ce n'est pas comparable d'avoir été victime de la torture ou d'avoir vu un proche exécuté et de s'être sauvé dans l'urgence pour échapper au massacre puis d'avoir vécu dans un camp des dizaines d'années dans des conditions certes misérables», a-t-elle tenu à souligner.

L'historienne, qui également l'auteur de *Violence ordinaire dans l'Algérie coloniale* (Ed. Odile Jacob, 2012), préconise, à cet effet, une «approche globale» de la France vis-à-vis de la guerre de libération qui devra être accompagnée d'un «travail diplomatique» afin, dit-elle, que «les gestes et discours ici ne puissent pas être mal interprétés».

A. H./APS

En popularité croissante

## Entreprises et APC sur le chemin de la Responsabilité sociétale des organisations

Doucement mais sûrement, la responsabilité sociétale des organisations, norme d'éthique et de bonne gouvernance, continue de faire son chemin dans le pays. Principe traduit par la norme algérienne NA ISO 26 000, ce sont pas moins de douze organisations qui se sont inscrites à cette démarche managériale dont l'impact économique n'est plus à démontrer, depuis sa mise en œuvre gratuitement en janvier dernier par l'Institut algérien de normalisation (IANOR) à travers le programme Spring, un programme d'appui à la gouvernance économique et politique de l'Algérie, financé par l'Union européenne (UE) et géré par l'Unité de gestion du P3A, l'IANOR. A ce titre, depuis neuf mois, les experts nationaux et internationaux et formateurs de l'Institut national de normalisation sillonnent le pays pour répondre à la demande des organisations (des entreprises publiques et privées) notamment qui, conscientes de l'impératif de rompre et de corriger leurs habitudes managériales, ont affiché leur volonté d'adhérer à la démarche RSO (Responsabilité sociétale). En effet, pour les responsables de ces organisations, animés par

Le souci de rentabilité et durabilité affirmé «être désormais convaincus que la meilleure manière d'assurer la bonne marche de notre gestion est de trouver à travers la norme NA ISO 26 000, un équilibre entre les aspects économique, environnemental et sociétal dans lequel évo-

luent nos entreprises». Un souci tout à fait justifié dans le contexte national actuel où les pouvoirs publics ont fait de la bonne gouvernance et du développement un axe principal de leurs différentes politiques. Lequel souci est notamment porté par le projet de loi portant révision des collectivités locales où la question de gouvernance comporte un volet essentiel.

### Première étape vers la bonne gouvernance

Première étape vers la bonne gouvernance et le développement durable, l'intérêt croissant que suscite la NA ISO 26 000 est d'autant plus encourageant eu égard de la demande émise par les entreprises dont COGIZ (Société de Conditionnement et de Commercialisation des Gaz Industriels), filiale du Groupe Sonatrach, mais aussi par les collectivités locales, les communes notamment. A ce titre, en plus des communes d'El Mouradia, pour la wilaya d'Alger, qui se sont volontairement inscrites pour le pilotage de la mise en œuvre de la norme Responsabilité sociétale des organisations, d'autres APC telles que les communes de Bordj Ghdir et Ghaylassa dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj sont venues emboîtées le pas. Toutes ambitionnent à «un meilleur service public au profit des citoyens». De ce fait, bien que ne fournissant pas un systé-

me de management précis et ne visant une certification, la norme NA ISO 26 000, à travers les lignes directrices qu'elle énonce, suffit largement à aider les organisations tout statut confondu, à relever les défis d'ordre économique, environnemental et sociétal. Ainsi, axée sur la mise en place d'un dialogue avec les parties prenantes de l'Organisations, la 26 000 traite des 7 questions centrales que sont la gouvernance de l'organisation, le respect des droits de l'Homme, des relations et conditions de travail, de l'environnement, la loyauté des pratiques ainsi que les questions relatives aux consommateurs et aux communautés et le développement local. A ce sujet, Mohamed Kheddami, directeur à l'IANOR, également expert au sein dudit institut, estimera que «pour être une réussite, la démarche RSO doit notamment avoir le soutien de la gouvernance, et être partie intégrante de la stratégie et de l'activité de l'organisation». Indiquant ainsi que l'objectif de cette norme «est de définir un ensemble de critères applicables à toute organisation, quelle que soit sa taille ou son secteur d'activité, afin de lui permettre de gérer les enjeux sociaux, sociétaux et environnementaux auxquels elle est confrontée». Pour ce faire, «une équipe de l'IANOR représentée notamment par deux experts accompagnent l'organisation, tout en s'appuyant sur les outils et critères définis par la norme algérienne NA ISO 26000

relative à la Responsabilité Sociétale des Organisations accompagnent les entités intéressées auxquelles après un diagnostic approfondi de l'organisation proposent un plan d'action pour l'implémentation de cette norme d'éthique et de gouvernance». En outre, soulignant que le projet Spring s'achèvera en 2018, il indiquera que «les futures organisations qui souhaiteraient mettre en œuvre la na iso 26000 le feront contre paiement».

Pour rappel, lancé en Juin 2010, dans le cadre du programme RS MENA (Responsabilité sociétale- Région Moyen-Orient et Afrique du Nord) dont la clôture a intervenu en 2014, l'implémentation de la norme ISO 26000 dans les organisations algériennes a immédiatement suscité l'intérêt d'un nombre considérable d'entreprises et organisations telles que NCA - Rouiba et le laboratoire public CETIM - Boumerdes. S'ensuivront en 2012, l'entreprise publique ENAC-Alger, Le groupe Condor-BBA, l'entreprise privée SASSACE-Bou-Ismaïl ainsi que l'entreprise privée ETRHB. En 2013, se sont pas moins de sept entreprises qui ont adhéré à cette démarche normative à l'instar du Groupe SAIDAL, de SEAL, de COSIDER ALREM et de l'entreprise publique SOCOTHYD pour ne citer que celle là. Naftal et le groupe Amimer Energie s'y souscriront en 2014 suivis par deux autres entreprises. Lynda Naili



Prix du pétrole

# Le Brent à plus de 57 dollars

■ Les prix du pétrole se sont redressés lundi en cours d'échanges européens, les analystes se satisfaisant du ton optimiste adopté par des responsables de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) sur l'accord de limitation de la production.

Par Salem K.

En fin de matinée du lundi, le baril de Brent de la mer du Nord (pour livraison en novembre) valait 57,25 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 39 cents par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance cédaït 5 cents à 50,59 dollars. Le Brent avait atteint 57,30 dollars lors d'une des séances, son plus haut niveau depuis sept mois. «Les représentants de l'Opep étaient optimistes vendredi sur



les tendances de marché, ce qui soutient les prix», ont résumé les analystes de Commerzbank. «La prochaine réunion de l'Opep (prévue en novembre à Vienne) discutera de la nécessité de prolonger l'accord sur les réductions de production et de la durée de l'accord», a ainsi affirmé lundi le ministre de l'Énergie des Emirats arabes unis, Suhail al-Mazrouei. «La réunion discutera également de l'adhésion de nouveaux producteurs à l'entente

sur les réductions de production», a encore dit le ministre. Ces remarques viennent rassurer le marché, alors que la hausse de la production de la Libye et du Nigeria, qui avaient été exemptés de participer aux baisses d'extraction, menacent d'effacer les efforts du reste de l'Opep. «Il faudra également que les pays participant à l'accord (l'Opep et ses partenaires, ndr) convainquent la Russie, qui semble moins

enthousiaste à l'idée de renouveler les baisses de production», a prévenu Ipek Ozkardeskaya, analyste chez London Capital Group.

## Le WTI américain restait pour sa part stable

«Nous nous attendons à ce que l'écart grandissant entre le Brent et le WTI mène à des exportations américaines

records dans les prochaines semaines», ont estimé les analystes de JBC Energy. L'Opep va discuter de la prolongation des réductions de production. L'Opep discutera en novembre de la prolongation des réductions de production qui ont stimulé les prix et de la possibilité d'imposer des quotas de production à tous ses membres, a indiqué lundi le ministre de l'Énergie des Emirats arabes unis. Le marché pétrolier a commencé à se rééquilibrer après l'entente entre pays Opep et non-Opep sur les réductions de production, a estimé le ministre Suhail al-Mazrouei dans des déclarations à la presse. Les principaux producteurs de pétrole membres ou non de l'Opep se sont mis d'accord fin 2016 pour réduire leur production d'environ 1,8 million de barils par jour pendant six mois. L'entente a été prolongée de neuf mois supplémentaires. L'accord a fait augmenter les prix, qui tourment actuellement autour de 55 dollars le baril, après une baisse continue des stocks, a-t-il dit. «La réunion discutera également de l'adhésion de nouveaux producteurs à l'entente sur les réductions de production», a encore dit le ministre. M. Mazrouei a indiqué que l'Opep discuterait d'autre part de la possibilité d'imposer le système des quotas aux pays qui en ont été jusqu'à présent exemptés. Trois membres de l'Opep (Libye, Iran et Nigeria) bénéficient de cette mesure.

Selon M. Mazrouei, l'Etat des Emirats arabes unis, quatrième producteur de l'Opep avec environ 2,7 millions de barils par jour, a «réduit de 10% sa production au cours des deux derniers mois» et est prêt à faire plus pour stimuler le marché. Le marché pétrolier est en train de se «rééquilibrer» avec la baisse des stocks et du nombre de plateformes, a-t-il souligné, y voyant des «indicateurs sur une relance de ce marché». Mais il a relevé que les niveaux de stocks n'ont pas atteint la moyenne des cinq dernières années. Les prix du pétrole se sont effondrés depuis le milieu de l'année 2014 en raison d'une surabondance de la production et d'une faible demande. S. K./APS

Jusqu'en 2020

## Le groupe français Total étend son programme de réduction de coûts

Le groupe pétrolier français Total va continuer au moins jusqu'en 2020 ses efforts pour réduire ses coûts dans un marché pétrolier en meilleure forme mais qui reste incertain, a annoncé lundi son P-dg, Patrick Pouyanné. «Nous étendons notre programme de réduction de coûts jusqu'en 2020» pour atteindre 5 milliards de dollars d'économies à cette date, contre 4 milliards de dollars prévus l'an prochain, a déclaré Patrick Pouyanné, lors d'une présentation devant des investisseurs. Comme tous ses concurrents, Total avait entamé un vaste programme de réduction de ses

coûts il y a trois ans lorsque les cours du pétrole ont considérablement et durablement baissé. Après avoir dépassé les 100 dollars le baril en 2014, les cours de l'or noir sont tombés sous les 30 dollars avant de remonter ces dernières semaines autour de 50 dollars, notamment grâce aux efforts de l'Opep et d'autres pays pour réduire leur production. Grâce à la remontée des prix de l'or noir, Total a vu ses résultats s'améliorer depuis le début de l'année avec un bénéfice ajusté des éléments exceptionnels en hausse de 14% à 2,5 milliards de dollars au deuxième trimestre.

Cette année, Total va aussi dépasser son objectif de 3,5 milliards de dollars d'économies et atteindra 3,6 milliards de dollars, a indiqué le directeur financier du géant pétrolier, Patrick de La Chevadière. Les efforts de Total ont également porté ces dernières années sur ses investissements. Attendus entre 14 et 15 milliards de dollars cette année (hors acquisition de ressources), ils seront finalement contenus à 14 milliards de dollars. Le groupe a confirmé son objectif de les maintenir entre 13 et 15 milliards de dollars par an entre 2018 et 2020, en incluant l'acquisition de

la société d'exploration-production danoise Maersk Oil pour 7,45 milliards de dollars, annoncée cet été. Total a par ailleurs achevé son programme de cessions de 10 milliards de dollars, a précisé le directeur financier. «Nous continuons à maintenir une forte discipline», dans la gestion de l'entreprise et le contrôle de nos opérations, a insisté M. Pouyanné, confirmant par ailleurs l'ambition de Total de voir croître sa production de 5% par an en moyenne sur la période 2014-2020, grâce notamment au lancement de nombreux projets.

Lamia G.

Après les élections allemandes

## Légère baisse de l'euro face au dollar

L'euro perdait un peu de terrain face au dollar lundi, les cambistes optant pour la prudence après le résultat des élections en Allemagne, où Angela Merkel s'est trouvée affaiblie par un score décevant et par l'entrée de l'extrême droite au parlement. En milieu de matinée, l'euro valait 1,1900 dollar, contre 1,1947 dollar vendredi soir. La monnaie unique européenne baissait face à la devise japonaise, à 133,41 yens pour un euro contre 133,82 yens vendredi soir. Le billet vert montait un peu face à la monnaie nipponne, à 112,12 yens pour un dollar contre 112,01 yens vendredi. L'euro était «affaibli après des résultats plus défavorables qu'attendu des élections», notamment pour le parti conservateur CDU de

M<sup>me</sup> Merkel, a observé Lee Hardman, analyste chez MUFG. «Angela Merkel a, comme attendu, remporté son quatrième mandat comme chancelière allemande malgré une forte baisse du soutien populaire», a poursuivi l'analyste. Le mauvais score de la CDU couplé à la mauvaise performance du principal parti d'opposition, les sociaux-démocrates du SPD, et la forte poussée du parti d'extrême-droite AfD devraient rendre «plus compliquées les discussions pour la formation d'un nouveau gouvernement de coalition», a prévenu M. Hardman. «Même si la présence de l'AfD ne devrait pas avoir d'impact significatif à court terme sur les intentions de l'Allemagne vis-à-vis de l'UE (Union européenne), la montée du popu-

lisme a sapé le moral du marché», a noté Ipek Ozkardeskaya, analyste chez London Capital Group. Les cambistes optaient de plus pour la prudence que doit se tenir dimanche prochain un référendum d'autodétermination, interdit par Madrid, en Catalogne.

Les investisseurs scrutaient également le Japon, où le Premier ministre Shinzo Abe a annoncé lundi sa décision de dissoudre la chambre basse du Parlement pour provoquer des élections législatives anticipées dans le but de faire approuver ses orientations politiques, en particulier sa politique économique et sa position sur la Corée du Nord. Toutefois, l'opposition et nombre de commentateurs dénoncent une décision arbitraire et des buts

inavoués, dont celui pour M. Abe de profiter d'un regain de popularité grâce à sa position très ferme face à la menace que représente Pyongyang avec ses tirs répétés de missiles et essais nucléaires.

La livre britannique tentait de se reprendre un peu après avoir souffert vendredi de l'abaissement de la note de crédit du Royaume-Uni par l'agence de notation financière Moody's et surtout d'un discours de la Première ministre Theresa May sur le Brexit.

En effet, ce discours a «fourni peu de détails et aucune nouvelle information sur la direction que prennent les négociations entre le Royaume-Uni et l'Europe», ont relevé les analystes de FxPro.

R. E.

Sidi Bel-Abbès

# Plus de 600 ha de forêt détruits par les incendies

■ Pas moins de 605 hectares de forêt ont été ravagés par les flammes dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès depuis juin dernier, a-t-on appris dimanche de la chef de service protection végétale et animale de la Conservation des forêts.



Par Lamine H.

**S**idi Bel-Abbès vient en tête des wilayas de l'Ouest algérien en terme de dégâts causés par les feux de forêt, a indiqué Fatima-Zohra Benseddik Benhadache, signalant 82 incendies de ce genre enregistrés dans la wilaya.

Dans un dernier bilan de la conservation des forêts, il est souligné que le mois de septembre en cours a connu le plus grand nombre d'incendies depuis le début de la campagne de lutte contre les feux de forêt, soit 27 incendies.

La principale cause de ces incendies est imputée à des citoyens qui s'adonnaient à des barbecues dans les forêts lors de l'Aïd El Adha sans prendre les précautions nécessaires.

Trois incendies ont été enregistrés dernièrement à la forêt de

Bouandes dans la commune de Hassi Dahou, celle de Guetarnia à Sfisef et celle de Tessala. Des braises utilisées pour des grillades, laissées sans être bien éteintes, ont été à l'origine de ces feux.

Des actions de sensibilisation sur la protection du patrimoine forestier contre les incendies se poursuivent avec la collaboration de différents acteurs, a-t-on fait savoir.

L. H./APS

## M'sila La Société de maintenance des équipements industriels «tenue de rechercher des marchés extérieurs»

**LE MINISTRE** de l'Energie, Mustapha Guitouni, a affirmé dimanche à M'sila que la Société de maintenance des équipements industriels (MEI) spécialisée dans l'entretien des turbines à gaz et à vapeur utilisées pour la production de l'énergie électrique était tenue de «rechercher des marchés extérieurs notamment africains». Lors de l'inauguration d'un nouvel atelier de cette entreprise dans le cadre de sa visite dans la wilaya, le ministre a considéré que «cette société devait se positionner sur le marché africain au regard de son succès à l'échelle nationale», surtout qu'elle fournit des turbines à gaz et à vapeur au groupe Sonelgaz et produits des pièces de rechange qu'il fallait auparavant 6 mois pour importer. M. Guitouni a également relevé que la certification du produit de cette société sera «un atout qui facilitera son positionnement sur les marchés africains».

La MEI a programmé pour 2018 des opérations d'exportations pour 2 millions de dollars, a indiqué le directeur de la MEI considérant que ce chiffre devra «progresser encore plus à l'avenir». Il a en outre annoncé le lancement futur par la MEI de la production de pièces de rechange pour les cimenteries et grandes usines. Le ministre de l'Energie a procédé à l'occasion à la mise en service du réseau d'alimentation en gaz naturel de 300 foyers au village Zouaoula dans la commune de Metarfa dans le cadre des efforts publics d'amélioration des conditions de vie de la population. A une question relative à la situation financière du groupe Sonelgaz, le ministre de l'Energie, dans un point de presse, a démenti les informations reprises par certains médias selon lesquelles Sonelgaz «se trouvait au bord de la faillite» assurant qu'il y avait eu «malentendu» et l'entreprise «vaque pleinement à ses missions» et revendique à ses clients les créances qu'ils lui doivent pour leur consommation énergétique.

R. S.

Batna

## 76 % des micro-entreprises créées par les jeunes issus de la formation professionnelle

**P**as moins de 76% des micro-entreprises financées par l'agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) au cours de l'année 2017, ont été créées par les jeunes issus de la formation, a indiqué dimanche à l'APS, le directeur de l'antenne locale de cette agence Abdelhafid Djemali.

S'exprimant en marge du coup d'envoi de la rentrée officielle de la formation professionnelle, donné par le wali Abdelkhalek Sayouda au centre de formation sis à la cité des martyrs au centre ville, le même responsable a précisé que 123 micro-entreprises

ont été financées dans la wilaya par l'ANSEJ depuis janvier dernier dont 94 entités, toutes spécialités confondues ont été créées par des diplômés du secteur de la formation professionnelle. Pas moins de 8 499 micro-entreprises ont été financées dans la wilaya par l'antenne locale de l'Ansej depuis sa création en 1997 dont 2 995 entreprises représentant 35 % du nombre global, ont été créées par des apprenants de la formation professionnelle, a rappelé M. Djemali.

La session de formation en cours a été marquée dans la wilaya de Batna par l'ou-

verture de 16 filières professionnelles dont des spécialités liées au montage et fabrication des panneaux photovoltaïques et solaires qui répondent aux besoins du marché local en matière de main-d'œuvre qualifiée, selon des explications fournies.

Pas moins de 5 511 nouveaux stagiaires dont 1 866 filles ont rejoint les centres du portant le nombre global de apprenants à plus de 17 000 stagiaires dans les diverses spécialités, a-t-on signalé à la direction de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP).

Kamel L.

El-Oued

## Ouverture de près de 1 000 postes de formation en bâtiment et travaux publics

**A**u moins 993 postes de formation dans les domaines du bâtiment et des travaux publics (BTP) ont été ouverts dans la wilaya d'El-Oued, au titre de la nouvelle session de formation professionnelle (septembre de 2017), a-t-on appris lundi auprès des responsables locaux du secteur. L'ouverture de ce genre de spécialités intervient en application de la stratégie du secteur visant non seulement à

répondre aux besoins du marché de l'emploi en matière de main-d'œuvre qualifiée dans les domaines du BTP, mais aussi à préserver le cachet architectural de la région, a indiqué le directeur du secteur Belkacem Gheskili.

Parmi ces nouvelles spécialités ouvertes dans l'ensemble des établissements de formation professionnelle que compte la wilaya, figurent notamment des

spécialités liées à l'architecture, ainsi que celle de conducteur de travaux de bâtiment et autres, a-t-il ajouté. Selon le même responsable, ces spécialités, qui représentent 13% du nombre total de postes prévus pour cette session, sont réparties sur la formation résidentielle (445 postes) et l'apprentissage (548). Ils sont ouverts pour le 5<sup>e</sup> niveau (technicien supérieur) et le 2<sup>e</sup> niveau (certificat de formation spéciali-

té). Au total, 7 345 postes de formation sont ouverts dans la wilaya d'El-Oued, au titre de cette session de septembre à travers trois instituts nationaux spécialisés de la formation professionnelle (INSFP) et 17 centres de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA), six annexes et deux établissements privés agréés, selon les données du secteur.

H. Y.

Formation professionnelle à Mila

## Introduction de quatre nouvelles spécialités

**L**e secteur de la formation et d'enseignement professionnels de la wilaya de Mila a été renforcé au titre de la rentrée professionnelle session septembre 2017 par l'introduction de quatre nouvelles spécialités qui viendront s'ajouter à une centaine de spécialités déjà existantes, a souligné dimanche la directrice locale du secteur.

Le métier de dessinateur en architecture a été intégré à l'Institut national spécialisé de formation professionnelle, la spécialité développeur web et multimédia au centre de forma-

tion professionnelle d'Oued El Athmania et la formation de technicien en génie civil a été intégrée au centre de Teraâi Baynane, a détaillé M<sup>me</sup> Samia Benlemadjat.

Les offres de formation ont atteint au titre de cette session les 6 460 postes dont 4 815 postes de formation diplômantes et 1 645 postes de formation qualifiante, a fait savoir la même responsable, précisant que la formule apprentissage qui attire beaucoup de jeunes occupe 51% des offres proposées.

A l'ouverture de la nouvelle

session de formation professionnelle organisée à l'Institut national spécialisé Larbi-Ben M'hidi, le wali, Ahmed-Zineddine Ahmouda a insisté sur l'importance de «développer la formule de la formation sur demande» à travers des contrats de partenariat avec les institutions publiques et économiques.

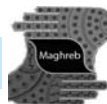
Au cours des cinq dernières années, le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de Mila a conclu 119 conventions dans le cadre de partenariat permettant la formation de près de 3 000 stagiaires,

a-t-on indiqué faisant part de 6 nouvelles conventions en voie d'élaboration avec des institutions et établissements locaux.

La wilaya de Mila dispose d'un Institut national spécialisé, de 15 centres de formation et d'apprentissage et d'une annexe de formation professionnelle, a-t-on rappelé, précisant que les travaux de réalisation d'un nouveau centre spécialisé de formation professionnelle à Chelghoum Laid ont atteint les 60%.

O. N.





Règlement de la crise libyenne

# Al Serradj : l'ONU doit être le réceptacle de toutes les initiatives

■ Le président du Conseil présidentiel du Gouvernement libyen d'union nationale, Fayeze Al Serradj, a affirmé que l'ONU doit être le réceptacle de toutes les initiatives visant à résoudre la crise libyenne et exprimé son soutien à la feuille de route proposée par l'émissaire de l'ONU en Libye, Ghassan Salamé.



Par Farid Ch.

Lors d'un entretien avec le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, en marge de la 72<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale de l'ONU à New York, Al Serradj a apporté son appui aux efforts de l'émissaire de l'ONU en Libye, Ghassan Salamé, exprimant son soutien à sa feuille de route qui doit déboucher sur des élections présidentielles et parlementaires, soulignant l'importance de fixer un calendrier pour les étapes de cette feuille de route en tirant profit des expériences passées et de faire preuve de «rigueur» avec ceux qui entravent l'accord politique et le retour de la stabilité en Libye.

«L'ONU doit être le réceptacle de toutes les initiatives visant à résoudre la crise libyenne», a-t-il soutenu, mettant en avant la nécessité du retour de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) pour travailler en Libye dans les plus brefs délais, appelant les organisations et institutions internationales à jouer un plus grand rôle pour aider le Gouvernement d'union nationale à régler les dossiers des réfugiés, des déplacés et de l'émigration clandestine.

Dans ce contexte, Al Serradj a indiqué qu'il comptait organiser une conférence internationale pour la reconstruction en Libye, notamment dans les villes et régions touchées par la guerre et

des affrontements armés.

Pour sa part, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a indiqué que «l'organisation onusienne n'avait pas d'agenda en Libye et que son seul objectif était le soutien du peuple libyen et la concrétisation d'une entente aboutissant à la paix et à la stabilité dans le pays», saluant les efforts d'Al Serradj pour la concrétisation d'un développement positif en Libye.

Il a mis en avant, en outre, la détermination de l'ONU à trouver un règlement de la crise libyenne et à impulser l'action de ses institutions en charge des questions des réfugiés et des déplacés pour aider le gouvernement d'union nationale.

## Importance de l'accord politique et nécessité de l'édification d'une armée capable de faire face au terrorisme

Dans une allocution prononcée devant l'Assemblée générale de l'ONU, le président du Conseil présidentiel libyen, Fayeze Al Serradj, a passé en revue les défis sécuritaires, politiques et économiques qui se posent à son pays, soulignant l'importance de l'accord politique, « *pierre angulaire pour le règlement de tous les différends et l'édification des institutions de l'Etat et des structures gouvernementales.*».

Rappelant que le Conseil présidentiel du Gouvernement

d'union nationale est la résultante de cet accord, il a affirmé que le Conseil « *n'est pas partie prenante dans le conflit mais un canal pour la réalisation de l'entente et de la réconciliation nationale globale et une assise pour les fondements l'Etat inclusif espéré, un Etat réunissant tous les Libyens, sans exception, ni exclusion aucune.*».

Concernant la réconciliation nationale, M. Al Serradj a rappelé les rencontres organisées entre les belligérants libyens en vue de surmonter les différends et mettre un terme à l'état de division, saluant le rôle de l'Algérie et des pays voisins de la Libye dans le resserrement des rangs des Libyens.

Sur le plan économique, M. Al Serradj a indiqué que « *la production de pétrole est passée de 150 000 barils/jour, à notre arrivée à Tripoli en mars 2016, à près d'un million de barils actuellement,*» précisant que l'avenir économique est tributaire du rétablissement de la paix et de la sécurité en Libye ainsi que du retour des entreprises étrangères, appelant au dégel des avoirs de la Libye, cause d'une perte annuelle estimée à près d'un milliard de dollars.

Par ailleurs, il a tenu à rendre hommage aux Libyens pour leurs efforts de lutte contre l'organisation autoproclamée «Etat Islamique» et la libération de plusieurs zones de sa domination, estimant que « *la bataille n'est pas finie,*» d'où la nécessité « *d'unir les rangs de l'institution*

militaire à travers tout le pays pour l'édification d'une armée nationale libyenne capable de protéger la patrie et éradiquer le terrorisme.».

## Consensus international pour le soutien du Gouvernement d'union et la mise en œuvre de la feuille de route

Lors de son entretien avec M. Fayeze Al Serradj au siège de l'ONU à New York, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a fait état du soutien de la Russie à la thèse libyenne visant à faire de l'ONU le réceptacle de toutes les initiatives et à trouver une solution politique à la crise libyenne, exprimant l'appui de son pays à la feuille de route annoncée par l'émissaire onusien Ghassan Salamé.

Pour sa part, le Secrétaire adjoint aux Affaires étrangères, l'ambassadeur David Thorne, a exprimé, lors de sa rencontre avec le président du Conseil présidentiel libyen à New York, le plein soutien des Etats-Unis au Gouvernement libyen d'union nationale et à la feuille de route présenté par M. Ghassan Salamé débouchant sur des élections présidentielle et parlementaire sous la supervision de l'ONU. Pour sa part, Al Serradj a demandé un appui américain de la demande de la Libye concernant la levée partielle de l'interdiction sur les armes afin de permettre aux forces antiterroristes, à la Garde présidentielle et aux gardes-côtes d'accomplir les missions qui leur sont assignées.

Les Etats-Unis avaient annoncé samedi ne pas soutenir les personnes qui cherchent à contourner le processus politique mené par l'ONU en Libye, ajoutant que le gouvernement américain « *appuiera les efforts onusiens et internationaux en vue de vaincre le terrorisme et promouvoir un avenir plus stable pour le peuple libyen.*».

Pour Washington, « *l'accord politique libyen reste le seul cadre pour une solution politique au conflit durant la période de transition.*».

Dans le même ordre d'idées, les ministres des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, et ses homologues d'Egypte et de Tunisie ont eu une réunion de concertation dans le cadre de la tripartite sur la Libye, en marge des travaux de la 72<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale de l'ONU.

« *Tout en exprimant leur rejet de la multiplication des initiatives concernant la Libye,*» les ministres ont réaffirmé « *leur soutien aux efforts des Nations unies et au représentant spécial*

Ghassane Salamé.».

Ils ont réitéré également « *leur engagement à poursuivre la concertation et la coordination en vue d'accompagner les Libyens dans leur quête d'une solution définitive qui préserve la souveraineté et l'intégrité de ce pays frère et voisin.*».

La feuille de route proposée par l'émissaire de l'ONU en Libye, Ghassan Salamé, et présentée devant l'Assemblée générale de l'ONU lors de sa 72<sup>e</sup> session, porte sur plusieurs étapes institutionnelles dont une nouvelle Constitution à soumettre au référendum en l'espace d'une année avant de procéder à des élections générales en Libye, conformément à l'esprit de l'accord politique signé entre les parties libyennes en décembre 2015 sous l'égide de l'ONU.

F. Ch./APS

## Frappes américaines contre Daech en Libye 17 terroristes tués

L'ARMÉE AMÉRICAINE a mené six frappes de précision en Libye visant le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (Daech/EI), tuant 17 de ses membres, a annoncé dimanche le commandement américain pour l'Afrique (Africom) dans un communiqué.

« *Ces bombardements ont visé vendredi un camp de l'EI situé à environ 240 km au sud-est de la ville de Syrte, sur la côte méditerranéenne. Il était utilisé par des terroristes pour des opérations à l'intérieur et à l'extérieur du pays et servait à stocker des armes,*» a précisé le communiqué.

Ces frappes sont les premières annoncées par Washington depuis l'investiture du président Donald Trump, le 20 janvier. Les dernières avaient eu lieu quelques jours avant que Barack Obama ne quitte la Maison-Blanche.

Elles visaient déjà la région de Syrte et avaient tué « *plus de 80 terroristes,*» selon le Pentagone.

« *Alors que la Libye a fait des progrès considérables contre l'EI, notamment en délogeant ses combattants de Syrte l'année dernière, les terroristes ont tenté de tirer parti de l'instabilité pour créer des refuges dans certaines parties du pays. Si on ne s'en occupait pas, ceci aurait permis à cette organisation terroriste violente de fomenter des attentats contre l'Amérique, nos alliés et les intérêts américains dans le monde,*» a indiqué l'Africom dans son communiqué.

R. M.



## Allemagne

# La droite nationaliste se déchire au lendemain de son succès

■ Au lendemain d'une percée électorale historique, la droite nationaliste allemande a été rattrapée hier par ses divisions intestines, donnant un avant-goût de débats chahutés à la chambre des députés dans un pays habitué au consensus.

Par Rosa C.

La co-présidente du parti, Frauke Petry, a fait sensation en annonçant, assise aux côtés des autres dirigeants du parti anti-islam apparemment surpris, sa décision «après mûre réflexion de ne pas siéger au sein du groupe parlementaire». Elle a ensuite quitté la salle. La responsable n'a pas précisé si elle serait la seule à faire défection, ou si elle emmènerait en dissidence une partie des quelque 90 élus de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) qui doivent entrer au Bundestag. L'AfD est arrivé en troisième position au scrutin législatif, avec 12,6% des voix. La co-chef de file du parti pour les élections Alice Weidel a dans la

foulée réclamé la démission de Mme Petry pour qu'elle «ne cause pas davantage de dommages» au parti. Le torchon brûlait déjà depuis quelque temps: Frauke Petry avait vertement critiqué de récents propos de l'autre co-tête de liste, Alexander Gauland, 76 ans, pour qui les Allemands ont le droit d'«être fiers des performances des soldats allemands durant la deuxième guerre mondiale». Ces déclarations ont provoqué un tollé dans le pays, où tous les gouvernements depuis la fin de la guerre ont conduit une politique de repentance pour les crimes du IIIe Reich. Mais elles n'ont en rien nu à ses performances électorales du parti. Des propos bellicieux du même Gauland dimanche soir annonçant que

son parti partait «à la chasse» de M<sup>me</sup> Merkel sont également mal passés. Plus généralement Frauke Petry, déjà marginalisée depuis un congrès du parti en avril, s'en est pris à la radicalisation ces dernières semaines du mouvement qui a multiplié les attaques virulentes sur les migrants et les musulmans. Pour elle, tous ces dérapages plus ou moins contrôlés de la rhétorique de l'AfD font obstacle à l'objectif déclaré du parti, né en 2013 sur un programme essentiellement anti-euro, de prendre un jour les rênes du pouvoir. Ils risquent à ses yeux d'effrayer la frange la moins radicale de son électorat, anciens sympathisants du parti conservateur d'Angela Merkel. D'autant que l'AfD doit s'attendre à un virage à droite du futur quatrième gouvernement d'Angela Merkel, pour qui il s'agit de récupérer ces anciens électeurs, environ 1 million, partis vers l'AfD. «Nous allons nous battre», a promis la chancelière lors d'une conférence de presse hier, mais sans préciser exactement comment. «La meilleure façon est de régler les problèmes qui touchent les gens quand ils apparaissent», a-t-elle redit. Son Union chrétienne-démocrate (CDU) et l'allié bavarois CSU, bien que vainqueurs des législatives, ont recueilli un score historiquement très bas. La chancelière est rendue en partie responsable – y compris dans ses rangs – de la montée de l'AfD, à



PH. > D. R.

cause de sa politique migratoire quand le pays a ouvert ses portes à des centaines de milliers de migrants en 2015, mais aussi de sa politique centrée qui brouille les cartes et désoriente ses sympathisants. «Les électeurs de l'AfD sont conservateurs, même bourgeois, seulement 2% sont de vrais nazis», rappelle Timo Lochocki, analyste politique au German Marshall Fund. Même si elle était attendue, l'irruption de l'AfD à la chambre des députés, premier parti de ce type à être représenté dans cette enceinte depuis la fin de la dernière guerre, fait l'effet d'un choc dans le pays. «La progression spectaculaire des

populistes de droite constitue un tournant historique pour la vie politique allemande, faite de culture du consensus et de débats policés, et qui entre dans une ère beaucoup plus rude et conflictuelle», relevait hier le quotidien conservateur *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ). Alexander Gauland a d'ailleurs déjà annoncé la couleur hier. «Les débats doivent être durs», a-t-il lancé lors de la même conférence de presse qui a vu la sortie théâtrale de Frauke Petry. «Personne ne s'énervait au Parlement britannique si quelqu'un disait, on va chasser le gouvernement (...), a-t-il dit.



## Points chauds

### Rééquilibrer

Par Fouzia Mahmoudi

Après sa victoire aux élections présidentielles françaises, Emmanuel Macron avait un boulevard devant lui pour faire gagner son parti aux législatives, et la victoire fut au rendez-vous, les Français donnant à leur nouveau président et à son mouvement parlementaire La République En Marche ! une majorité absolue lui permettant de mettre en œuvre les réformes de son programme. Mais trois mois et demi après le scrutin législatif, les Français sont moins à même de donner un blanc-seing à Macron et ont décidé de lui refuser une victoire aux élections sénatoriales. En effet, avec 28 élus au Sénat, un de moins qu'avant les élections, l'échec est clair pour LREM qui n'a pas réussi son pari au palais du Luxembourg. «Je ne dirais pas que c'est un succès», tentait d'euphémiser François Patriat, président du groupe au Sénat. Depuis quelque temps, le parti de la majorité présidentielle semblait en effet anticiper un résultat en forme d'échec. Après l'euphorie des législatives, les ambitions avaient peu à peu été revues à la baisse. «Nous partons d'une page blanche. Nous ne pouvions ni gagner ni perdre cette élection. La vraie élection En marche ! au Sénat ce sera en 2020 lorsque nous aurons des conseillers municipaux, des conseillers régionaux, des élus locaux», avançait François Patriat. Même son de cloche dans un communiqué du parti dimanche soir : «Bien qu'elle ne reflète pas les nouveaux équilibres politiques, elle a néanmoins permis l'élection pour la première fois de sénateurs La République en marche dans cette Assemblée». Dans la foulée des résultats, les membres de La République en marche temporaient. Pour Olivia Grégoire, députée de Paris, interrogée sur l'Opinion : «Ce n'est ni un échec ni une maladresse». Parmi les explications de ce résultat : les relations entre les élus locaux et l'exécutif, leurs sujets de discorde ne manquent pas. Pour le politologue Bruno Jeanbart, interrogé par Franceinfo : «Les résultats traduisent le sentiment des élus locaux d'avoir été maltraités par les élus nationaux». Le ton est plus acéré pour Bruno Retailleau, président du groupe Les Républicains au Sénat qui expliquait dimanche soir sur Public Sénat : «Il y a deux mois, on nous expliquait que La République en marche allait faire main basse sur le Sénat. Je constate qu'il n'en est pas du tout question. La lune de miel entre les Français et Emmanuel Macron est terminée». Sur la même chaîne, la sénatrice PS Laurence Rossignol évoquait «un vote d'avertissement très clair. Un vote qui dit en gros au gouvernement de rééquilibrer sa politique», quand Laurent Wauquiez (LR) parle sur Twitter d'un «premier avertissement pour un président coupé de nos territoires». Reste à savoir si les Français ont effectivement voulu envoyer un message ou si les sénatoriales ne sont tout simplement pas des élections qui passionnent et motivent les électeurs. Mais si cette «défaite» est un message, Macron et son gouvernement devront tenter de se faire plus à l'écoute de la population. Une majorité absolue n'équivaut pas à dictature et si la politique actuelle menée par l'Élysée est majoritairement rejetée par les Français, elle ne devrait pas être imposée mais discutée plus avant, sinon il se pourrait que les échecs électoraux se multiplient au risque pour Macron de devenir comme ses deux prédécesseurs, le président d'un seul mandat.

F. M.

## Japon

### Le Premier ministre annonce des élections anticipées

Le Premier ministre japonais Shinzo Abe a annoncé hier la tenue prochaine d'élections législatives anticipées, pour tenter de prolonger son mandat au moment où s'exacerbent les tensions avec la Corée du Nord.

«Je vais dissoudre la chambre basse du Parlement le 28 septembre», a déclaré M. Abe au cours d'une conférence de presse à Tokyo, une disposition qui entraîne automatiquement un scrutin général dans les 40 jours. La dissolution sera ainsi prononcée le jour de l'ouverture d'une session parlementaire extraordinaire et le scrutin devrait avoir lieu le 22 octobre.

M. Abe a justifié cette décision soudaine par la volonté d'interroger le peuple sur son action, essentiellement sur le volet économique. Il propose un nouvel important plan de relance de 2 000 milliards de yens (15 milliards d'euros) d'ici à la fin de l'année, la gratuité d'une partie de la scolarité et d'autres dispositions financières, quitte à reporter l'assainissement des finances publiques.

Le Premier ministre a également réaffirmé sa position ferme à l'égard de Pyongyang : «Nous devons employer tous les

moyens pour élever au maximum la pression sur la Corée du Nord». Il avait dit il y a quelques jours à la tribune des Nations unies, que «le temps n'était plus au dialogue». D'aucuns, à l'image de l'éditorialiste Masao Yora, craignent cependant que la période de campagne électorale ne crée «un vide politique» dont pourrait profiter le régime nord-coréen. L'opposition et nombre de commentateurs dénoncent une décision arbitraire et des buts inavoués, dont celui pour M. Abe de profiter d'un regain de popularité grâce à sa position très ferme face à la menace que représente la Corée du Nord avec ses tirs répétés de missiles et essais nucléaires. «Le Premier ministre veut se maintenir en fonction jusqu'aux Jeux Olympiques (en 2020) et aimerait être en mesure d'amender la Constitution la même année», juge M. Yora, dans une allusion à son patient dessein de révision de la Constitution pacifiste du pays, inchangée depuis son entrée en vigueur en 1947 sous l'occupation américaine après la capitulation du Japon militariste en 1945. Les meneurs des partis adverses voient aussi dans le calendrier choisi par M. Abe la

volonté d'échapper à leurs questions au Parlement sur des scandales qui l'ont miné, lui et son gouvernement, jusqu'à un récent remaniement. M. Abe est notamment accusé de favoritisme envers des amis.

«En théorie, aucune élection n'est nécessaire avant fin 2018 car le Parti libéral démocrate d'Abe (PLD) et son allié Komeito détiennent déjà une majorité des deux tiers des sièges de cette assemblée», résume dans une note le cabinet BMI Research.

Le malaise est d'autant plus grand que M. Abe a remanié son équipe il y a un peu plus d'un mois, en assurant alors qu'il s'agissait d'un «gouvernement de travailleurs qui allait produire des résultats concrets». Or, avec les élections, il va devoir faire de nouveaux changements.

Si M. Abe a estimé que ce moment était le meilleur – contre l'avis de 56% des Japonais selon un sondage du quotidien Nikkei –, il admet que «ce sera un scrutin difficile».

Mais il veut profiter de l'état de déliquescence du principal rival, le Parti démocrate (centre gauche), qui vient de changer de président et a déjà perdu plusieurs de ses têtes d'affiche.





Echanges culturels

# Les théâtres de Batna et Tissemsilt s'invitent à Mostaganem

■ La manifestation «Mostaganem, capitale du théâtre» propose un espace d'échange dans le domaine théâtral entre les différentes villes du pays. Depuis samedi, ce sont les théâtres de Tissemsilt et de Batna qui ont présenté leur talent et leur savoir-faire à travers des représentations de pièces théâtrales, des conférences débats et des expositions.

Par Abla Selles

La manifestation «Mostaganem, capitale du théâtre» se poursuit, proposant au public des activités et des rendez-vous très intéressants. Pour la semaine en cours, ce sont les théâtres de Tissemsilt et de Batna qui s'invitent à Mostaganem, présentant des pièces théâtrales traitant différents thèmes.

En effet, c'est dans le cadre de la semaine culturelle théâtrale des wilayas de Batna et Tissemsilt, qui s'est ouverte samedi soir au théâtre régional «Si-Djillali-Benabdelhalim», de Mostaganem, que le public assiste à des représentations théâtrales de haut niveau. Cette manifestation, qui s'est clôturée

hier en fin de journée, a été marquée par une exposition sur l'histoire du théâtre dans les deux wilayas hôtes, illustrée de photos et d'affiches mettant en exergue des productions théâtrales, des activités culturelles, des modèles de scénographie, de décors et des accessoires et costumes.

Un espace est réservé dans cette exposition à des diplômes de participation à différents festivals et manifestations et à des photos de comédiens, metteurs en scène et dramaturges de Batna et de Tissemsilt. Une pièce théâtrale intitulée «Zaouadj makhbari», produite par le théâtre régional de Batna, a été présentée, de même que l'œuvre «Kheimat cheikh eddha» de l'association «Loulou'a» de



Ph. &gt; D. R.

Tissemsilt, au théâtre Mustapha-Kateb de Stidia. Deux interventions ont été présentées à cette occasion par le théâtre régional de Batna abordant «les réalisations du théâtre : passé et présent» par l'artiste Foued

Leboukh et «expérience sur l'authenticité en théâtre amazigh» par le professeur Djamel Noui. Pour rappel, le programme de la manifestation «Mostaganem, capitale du théâtre», organisée cette année sous le slogan

«Célébrons la ville, célébrons le théâtre», comporte plusieurs activités avec la participation de différentes wilayas. Des représentations pour adultes et enfants, des conférences, des colloques nationaux et internationaux, des journées d'étude, des expositions et des ateliers de formation traitant du 4<sup>e</sup> art sont au menu des organisateurs.

A.S

## Manifestation «Houna Quassantina»

### Les films sur les martyrs en débat

Réaliser des films sur les martyrs de la Révolution libératrice est «le moins que l'on puisse faire pour la mémoire historique», a affirmé le producteur et réalisateur Bachir Derrais.

Lors de son passage samedi soir à l'émission le «Forum de Constantine», dans le cadre de la seconde édition de la manifestation «Houna Quassantina», M. Derrais a estimé qu'«il est temps de produire des films qui dépassent l'histoire de la Révolution pour la faire connaître à la nouvelle génération».

Il a précisé que faire connaître les personnalités historiques est «la moindre des choses à entreprendre eu égard aux sacrifices immenses qu'ils ont consentis pour le pays».

Le réalisateur, dont le parcours artistique a plus de 30 ans,

a évoqué également son prochain film sur le parcours et la vie du chahid Mohamed Larbi Ben M'hidi, en cours de tournage, révélant que cette réalisation est «en voie d'être finalisée».

A ce propos, M. Derrais a fait savoir qu'il a fait appel à des historiens connus et crédibles ainsi qu'à des témoignages de compagnons du chahid et de membres de sa famille pour les besoins du film, afin de mettre davantage l'accent sur le côté humain de Ben M'hidi, assurant qu'une fois les dernières retouches apportées, le film sera présenté à plusieurs historiens pour avoir leur avis avant sa projection devant le grand public.

Il a ajouté que cette œuvre cinématographique historique a nécessité 5 ans de travail avant d'entamer les principales phases

du tournage qui ont été réalisées en Algérie et en Tunisie, en plus des opérations de casting menées à travers 20 wilayas du pays pour choisir les acteurs du film.

Affirmant que ce film a nécessité la participation de cinq scénaristes (trois algériens et deux étrangers) «pour apporter un plus à l'œuvre et la valoriser», il a soutenu que le titre du film n'a pas encore été défini pour l'instant.

Ce réalisateur a profité aussi de l'occasion pour révéler un autre projet artistique en cours de réalisation, portant sur le chant de la chanson amazighe, Maâtoub Lounès, assassiné en juin 1998.

Au cours de ce forum organisé au «Café riche», situé dans le quartier de la Casbah de

Constantine, des séquences exclusives du film sur le chahid Ben M'hidi ont été projetées, en plus d'un hommage rendu au réalisateur Bachir Derrais.

La manifestation «Houna Quassantina», organisée à l'initiative de l'association «Numidi-Arts» en collaboration avec les Editions du champ libre, a pour objectif de se pencher sur la réalité de la ville de Constantine pour tenter d'opérer un changement vers le meilleur, apporter le plus souhaité pour cette cité deux fois millénaires, mais aussi de mettre sous les feux de la rampe les parcours professionnels de plusieurs éminentes personnalités dans différents domaines.

F. H.

## Festival du film arabe de Fameck (France)

### L'Algérie invité d'honneur

Le cinéma algérien sera à l'honneur au 28<sup>e</sup> Festival du film arabe, prévu du 4 au 16 octobre à Fameck (nord-est de la France), indiquent les organisateurs sur le site Internet du festival.

Une dizaine de films de cinéastes algériens sont programmés en compétition dans les différentes sections de ce festival compétitif aux côtés de films de Tunisie, Maroc et du Liban, entre autres.

Le long métrage de fiction «En attendant les hirondelles» de Karim Moussaoui, présenté récemment à Alger en avant-première, concoure au «Grand prix», une des six catégories compétitives de ce festival, aux côtés de «L'Etoile d'Alger» (2016) de Rachid Benhadj (2016), «Le Puits» de Lotfi Bouchouchi, «Timgad» (2016) de Fabrice Benchaouche et «Le patio» de Sid-Ali Mazif.

Dans la catégorie «court métrage», des œuvres de jeunes cinéastes algériens à l'instar de «Le chant des vagues» de Karim Benhadj, «Entre les chambres» de Merouane Boudiab et «La reine des fourmis» de Leila Artese, seront présentées en compétition aux côtés de films de Tunisie, du Liban, du Maroc et de France.

Le long métrage de fiction «Monsieur Lazhar» du canadien Philippe Falardeau, sera présenté en présence de Mohamed Fellag, personnage principal du film qui raconte l'histoire d'un immigré algérien, demandeur d'asile au Canada.

Parallèlement aux projections, des rencontres autour de la production et la réalisation seront également animées par des professionnels du cinéma algérien lors de cette édition dédiée à la nouvelle génération de cinéastes.

L'art pictural sera, d'autre part, présent à travers une exposition de photographies intitulée «A la découverte de l'Algérie». Le cinéaste Mohamed-Lakhdar Hamina devra animer une rencontre avec le public autour de son parcours et ses œuvres notamment «Crépuscule des ombres» et «Chroniques des années de braise», Palme d'or du Festival de Cannes (1975, France).

L'humoriste Fellag se produira le 10 octobre en spectacle pour présenter son dernier one man show «Bled Runner», une rétrospective de textes puisés dans la matière de tous ses précédents spectacles. Sorti en 2015, «Bled Runner» mis en scène par Marianne Epin, le spectacle a recueilli les faveurs du public en France où il a été en tournée après sa sortie.

R. I.

## RENDEZ-VOUS CULTURELS

Salle Ibn-Zeydoun de Riadh El-feth (El Madania, Alger)

29 septembre à 19h :

L'interprète de musique andalouse Imène Sahir anime un concert.

Vivarium (2, rue de Savoie, Hydra, Alger)

Jusqu'au 20 octobre :

Exposition de photographies «Les âtres de lumière», de Chafia Loudjici.

Galerie d'art Mohamed-Racim

(7, avenue pasteur, Alger)

Jusqu'au 30 septembre :

Exposition de peinture «Les couleurs tourmentées» de l'artiste plasticien Abdelhalim Kebieche.

Galerie d'arts du Sofitel

Algiers Hamma Garden (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 31 octobre :

Exposition «Identité» de l'artiste peintre Dounia Hedid.

Maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou

Du 26 au 29 septembre :

Deuxième édition du Salon du patrimoine culturel immatériel en hommage à El Hadi Ait Ouarès, membre de la troupe Lekhouane Aït Yahia.

Galerie Aïcha-Haddad (84, rue Didouche-Mourad, Alger)

Jusqu'au 8 octobre :

Exposition collective sous le thème «Arc en toiles», avec les artistes Ouiza Achab, Fatiha Ladjadj, Lila Fazi, Abdelkader Mekdem.

Librairie du Tiers-Monde (Alger-Centre)

30 septembre à 14h :

Leila Mallem signera son livre «Noces en Barbarie», paru aux éditions Dar El Gharb.



## Coup-franc direct

Ça bricole toujours !

Par Mahfoud M.

La dernière réunion du Bureau fédéral a montré encore une fois que le bricolage est maître des lieux au sein de la FAF. En effet, rien n'explique les dernières décisions prises par les membres du BF qui semblent dépassés par les événements et ne savent désormais plus ce qu'ils font. Ainsi, pour ce qui est de l'EN, on ne comprend pas pourquoi on somme Alcaraz de gagner les deux derniers matchs des éliminatoires sous peine d'être licencié alors que son contrat est clair et qu'il faudra le juger pour la qualification à la CAN 2019 et sur la phase finale de cette dernière. On ne pourra pas le limoger sans lui accorder toutes ses indemnités, soit les salaires d'une année et demie. Cela en plus de l'affaire qui avait défrayé la chronique et qui concerne Messouad Kouss, désigné à nouveau président de la commission de désignation des arbitres, alors qu'on lui avait refusé ce poste et qu'il avait démissionné du BF à cause de cela. Pousser quelqu'un vers la porte de sortie et lui demander ensuite de revenir, est une spécialité purement algérienne. Enfin, on décide de mettre un directeur de l'EN et qui n'est autre que le vice-président de la FAF, Bachir Ould Zemerli, alors qu'on devait garder l'actuelle organisation avec un manager qui peut à lui seul intervenir pour la gestion de la logistique au niveau de la sélection nationale. Tout cela prouve que le bricolage a encore de beaux jours devant lui et n'est pas près de s'estomper.

M. M.

FC Naples

### Ghoulam s'illustre face à SPAL

L'INTERNATIONAL algérien Faouzi Ghoulam a été pour beaucoup dans la victoire de son équipe, Naples (2-3), lors de son déplacement chez SPAL, pour le compte de la 6<sup>e</sup> journée du Championnat d'Italie de football. Le latéral gauche algérien, a marqué le but libérateur (2-2) à la 83<sup>e</sup> lorsque, parti de son camp, Ghoulam effectue un rush de près de 30 mètres, pour arriver à l'entrée de la surface et envoyer une frappe dans le côté opposé du gardien adverse,

inscrivant le but de la victoire. Déjà avant cela, l'international algérien a été derrière la seconde réalisation de Naples, lorsqu'il a transmis un superbe centre enroulé vers la tête de son coéquipier, José Callejon qui marque (71'). Grâce à ce succès à l'extérieur, Naples garde la tête de la Serie A, aux côtés de la Juventus, solide vainqueur de Torino (4-0), avec 18 points, à cinq longueurs de l'Inter Milan qui reçoit dimanche Genoa.

Ligue des champions d'Afrique (quarts de finale retour)

### L'ES Sahel bat Ahly Tripoli et va en demi-finale

LA FORMATION tunisienne de l'Etoile Sportive du Sahel s'est qualifiée pour les demi-finales de la Ligue des champions d'Afrique de football, après avoir battu son homologue libyenne Al Ahly Tripoli 2-0, dimanche soir au stade de Radès, en quart de finale retour. Les buts de la formation sahélienne ont été l'œuvre de Amrou Marai à la 15<sup>e</sup> et 46<sup>e</sup>. Au match aller les deux équipes avaient fait match nul

blanc (0-0). Les Etoilés affronteront en demi-finale Al Ahly d'Egypte qui a éliminé samedi soir à Radès, l'Espérance sportive de Tunis (2-1). Au match aller disputé à Alexandrie, les deux équipes s'étaient neutralisées (2-2). L'Etoile disputera la demi-finale aller à Souss le 29 septembre et le retour se déroulera le 20 octobre en Egypte. L'autre demi-finale opposera l'USM Alger au Widad Casablanca.

Tennis/ Circuit ITF juniors - Tournoi Les Trières «Open» de Nabeul

### Trois tennismen algériens au rendez-vous

LE TENNISMAN algérien Mohamed Forkane Lebdi intégrera directement le tableau final du tournoi international junior «Les Trières Open de Nabeul», qui se déroulera du 26 septembre au premier octobre 2017 en Tunisie, alors que ses compatriotes Samir Hamza Reguig et Mohamed Ali Abibsi devront passer par les qualifications, suivant le programme de compétition dévoilé dimanche par les organisateurs. Au premier tour des qualifications, Reguig et Abibsi seront opposés à des adversaires tunisiens, respectivement Fayçal Kaddour et Mohamed Malek Dammak, au

moment où Lebdi devra attendre la fin de cette phase de qualification, pour connaître son adversaire. Trois autres tennismen algériens s'étaient portés candidats, pour participer à cette compétition de grade 5, en l'occurrence Karim Bendjamaâ, Mohamed Racim Rahim et Yanniss Benmansour, qui finalement ont préféré se retirer, pour pouvoir s'engager dans d'autres tournois. Les Trières «Open» de Nabeul, ouvert également aux filles, se déroulera sur les courts en terre battue du Delfino Beach Mrekza, dans la ville de Nabeul.

Coupe de la Confédération (1/4 finale, retour)

## Le MCA victime de l'arbitrage

■ Le MC Alger a été victime de l'arbitrage lors du match retour des quarts de finale de la Coupe de la Confédération africaine, disputé avant-hier soir à Tunis face au Club Africain et perdu (2/0), ce qui lui a valu l'élimination étant donné qu'il s'était contenté d'un maigre succès à l'aller sur le score de (1/0).



Le Doyen devra se concentrer sur le championnat après cette élimination

Par Mahfoud M.

Les gars du Doyen étaient pourtant animés de bonnes intentions et ont fait tout ce qu'il fallait pour revenir avec le ticket de qualification au dernier carré. Mais l'homme en noir en a décidé autrement en accordant un penalty imaginaire aux locaux et en se contentant de siffler seulement les fautes contre le Mouloudia qui n'a pas eu droit à plus d'indulgence de sa part en fermant les yeux sur certaines agressions qui se faisaient à l'encontre de ses joueurs. Le Club Africain avait ouvert la marque à

la 21<sup>e</sup> par l'intermédiaire de Mouatez Zemzemi sur penalty, très discutable, mais cela n'a pas empêché le referee à le valider. Malgré cela, les poulains de Casoni n'ont pas baissé les bras et ont essayé de revenir dans le match, mais leurs tentatives n'apporteront rien et les ratages se multipliaient pour des attaquants qui n'ont pas pu trouver la faille dans la défense du CA. Les Tunisiens ont, ensuite, inscrit le deuxième but à huit minutes de la fin de la rencontre par l'entremetteur de Saber Khelifa et cette fois-ci le portier, Fawzi Chaouchi, en assume l'entière responsabilité, sachant qu'il n'était pas bien

placé. Les Mouloudéens sont donc éliminés, alors que les coéquipiers de Chenihi continueront l'aventure en demi-finale où ils affronteront Supersport (Afrique du Sud). Dorénavant, le Mouloudia d'Alger devra se concentrer sur le championnat et y jeter toutes ses forces pour tenter de réussir un meilleur parcours et pourquoi pas de remporter le titre. Il aura aussi l'occasion de jouer une autre compétition internationale la saison prochaine, à savoir la Ligue des Champions d'Afrique.

M. M.

EN de football

### Confiance renouvelée au sélectionneur Alcaraz sous condition

La Fédération algérienne de football (FAF) a renouvelé sa confiance au staff technique de la sélection algérienne sous la conduite de Lucas Alcaraz, au moins jusqu'à la fin de la campagne des éliminatoires de la Coupe du Monde 2018 prévue en novembre prochain, a indiqué l'instance fédérale dimanche soir. La décision a été prise par le Bureau fédéral de la FAF, réuni ce dimanche au Centre technique national à Sidi Moussa, sous la présidence de Kheireddine Zetchi, a précisé la

FAF sur son compte twitter. A la tête de la sélection algérienne depuis avril 2017, le technicien espagnol a enregistré deux victoires contre la Guinée (2-1) en amical et le Togo (1-0) en qualification de la CAN-2019 et deux défaites de rang face à la Zambie (3-1, 0-1) en qualification du Mondial 2018 en plus d'une élimination du championnat d'Afrique des Nations CHAN 2018 face à la Libye (1-2, 1-1), une compétition réservée aux joueurs locaux. La prochaine sortie officielle des Verts est pré-

vue le 7 octobre prochain contre le Cameroun à Yaoundé pour le compte de la cinquième journée des éliminatoires de la Coupe du Monde 2018. Une rencontre sans enjeu puisque les deux équipes sont hors course pour la qualification au mondial russe. La dernière rencontre des éliminatoires du mondial 2018 aura lieu en novembre prochain à Constantine contre le Nigeria, l'actuel leader du groupe B avec 10 points devant la Zambie 7 points.

Racim S.

Turquie

### Feghouli inscrit un joli à Bursa

Le milieu de terrain offensif algérien Sofiane Feghouli a inscrit son premier but avec son nouveau club à Bursa et Galatasaray s'impose pour prendre seul la tête de la SüperLig. Feghouli, qui n'a toujours pas été titularisé par Igor Tudor depuis son arrivée, est

entré en jeu à la 63<sup>e</sup> minute, alors que le Bursaspor de Paul Le Guen menait 1-0.

Moins de 10 minutes plus tard, sur un ballon dégagé du poing par Harun Tekin, il contrôle à l'entrée de la surface, avant d'envoyer un ballon enroulé vers la lucarne afin d'égaliser (73').

Encore sept minutes et sur un autre ballon contré, Cigerci inscrit le second but de Galatasaray, qui s'impose 1-2.

Avec cette victoire et la défaite du Besiktas dans le derby face au Fenerbahce, le club de Feghouli est désormais seul en tête avec 16 points.



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Sûreté d'Alger

## Démantèlement d'un réseau de trafic de véhicules d'occasion

LES SERVICES de Sûreté de la wilaya d'Alger ont démantelé un réseau international de trafic de véhicules d'occasion composé de 6 individus et saisi deux véhicules, pour faux et usage de faux, faux en écritures publiques, mise en circulation d'un véhicule avec une fausse plaque d'immatriculation, refus d'obtempérer et mise en circulation de faux billets sur le marché, a indiqué lundi un communiqué de la cellule de communication de la Sûreté d'Alger. Lors de patrouilles mobiles relevant de la section de police de Birtouta, deux suspects ont été repérés à l'intérieur d'un véhicule touristique. Suite à une fouille corporelle, l'un des suspects (repris de justice), avait en sa possession un montant de 12,5 millions de centimes en coupures de 1 000 DA, dont certains étaient faux. La perquisition du domicile du principal mis en cause a permis la saisie d'une

somme en dinars dont les billets semblaient faux, outre un véhicule touristique étranger non enregistré en Algérie. Selon la même source, le mis en cause ramenait, avec la complicité de ses acolytes, des véhicules en Algérie sans procéder à leur dédouanement, pour une période de six mois pour les revendre ensuite, tout en se chargeant de falsifier les documents des véhicules et de les enregistrer au niveau des services administratifs. Suite à cette opération, deux véhicules touristiques ont été récupérés et une somme de près de 10 millions de centimes, outre des cartes jaune et grise relatives aux deux véhicules. Les deux mis en cause ont été présentés au procureur de la République qui a ordonné le placement du principal suspect en détention préventive tandis que deux autres suspects avaient bénéficié de la comparution immédiate. H. N.

Tipaza

## Un dangereux terroriste abattu

UN DANGEREUX terroriste a été abattu dimanche dans la localité de Tagrara, commune de Merad (Tipaza), par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), et un pistolet mitrailleur ainsi que divers objets ont été récupérés, indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte anti-terroriste, et lors d'une embuscade tendue, le 24 septembre 2017, au niveau du secteur opérationnel de Tipaza/1<sup>re</sup> Région militaire, un détachement de l'Armée nationale populaire a abattu un terroriste dans la localité de Tagrara, commune de Merad. Cette opération de qualité a permis la récupération d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et divers objets», précise la même source.

D'autre part, un détachement de l'ANP en coordination avec les Services de sûreté de la wilaya d'Adrar/3<sup>e</sup> Région militaire

ont récupéré, près de Reggane, un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, trois chargeurs pleins et un porte-chargeur.

## Mostaganem : Deux narcotrafiquants arrêtés

Deux narcotrafiquants ont été arrêtés dimanche à Mostaganem par un détachement de l'Armée nationale populaire qui a également saisi 2,2 kg de cocaïne, indique lundi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire et des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté, le 24 septembre 2017 à Mostaganem, deux narcotrafiquants et saisi 2,2 kilogrammes de cocaïne», précise la même source. Radia T.

## Djezzy ouvre ses portes pour les jeunes en quête d'apprentissage

DJEZZY, leader des technologies de communications numériques, poursuit sa politique en direction des jeunes en leur ouvrant ses portes dans plusieurs wilayas pour leur offrir des opportunités d'apprentissage et s'initier au monde de l'entreprise.

Ce sont plus de 150 apprentis qui ont eu l'occasion d'effectuer une formation par apprentissage depuis le début de l'année 2017 dans différents départements de la société. Ainsi, en plus des spécialités habituelles (réseaux et systèmes informatiques, base de données et comptabilité) Djezzy a intégré cette année la spécialité agent commercial, conformément aux objectifs de l'entreprise.

En effet, Djezzy totalise plus de 400 jeunes formés depuis 2007. Les apprentis en question ont

fait une immersion dans plusieurs domaines d'activités de l'entreprise : Electrotechnique, Informatique de gestion, Gestion des ressources humaines, Comptabilité, Gestion de stocks, Entretien des appareils en froid et climatisation, Secrétariat de direction, Documentation et archives.

A travers cette opération, Djezzy réaffirme sa volonté de contribuer au développement de l'économie nationale en offrant aux jeunes la possibilité d'adopter un apprentissage à tous les niveaux et d'acquérir les compétences qui leur permettent d'intégrer, sans difficulté, le milieu professionnel. Djezzy saisit cette occasion pour inviter tous ceux qui souhaitent bénéficier des opportunités d'apprentissage à postuler sur le lien <http://www.djezzy.dz/espace-apprentissage/>. Communiqué

## Le dinar a touché son plus bas niveau



Une bande de malfaiteurs démantelée à Alger

## Une mineure libérée et ses ravisseurs arrêtés

■ Les services de la Gendarmerie nationale d'Alger ont libéré récemment une jeune fille mineure, âgée de 16 ans, ayant été manipulée et éloignée de son foyer familial et arrêté trois jeunes impliqués dans son rapt, indique dimanche la Cellule de communication du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Alger.

Par Slim O.

Suite à un avis de recherche émanant d'une famille résidant dans la commune de Khraissia (Alger) faisant état de la disparition de leur fille mineure de 16 ans dans des circonstances obscures à la mi-septembre 2017, les éléments du Groupement territorial de la GN de Sidi Slimane (Douéra) ont lancé des investigations, indique le communiqué qui précise que l'ensemble des données et informations recueillies auprès des toutes les parties y compris la famille et proches de la mineure ont montré que cette dernière ne souffrait d'aucun problème familial et menait une vie ordinaire au

sein de sa famille. Les intenses investigations ont permis de déterminer le lieu de détention de la jeune fille qui a été rendue à sa famille et d'identifier les jeunes qui ont manipulé et éloigné la jeune fille de son foyer familial, relève le communiqué qui fait état de l'arrestation de trois jeunes âgés de 20 à 23 ans et qui ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Koléa alors que trois autres individus demeurent en état de fuite et activement recherchés.

Par ailleurs, la même brigade a mis fin aux agissements d'une

bande de malfaiteurs constituée de six individus, tous repris de justice, qui ont été présentés au procureur de la République près ledit tribunal. Poursuivis pour constitution d'une bande de malfaiteurs, tentative d'assassinat, coups et blessures volontaires à l'arme blanche, destruction volontaire du bien d'autrui, tapage et perturbation de la quiétude de la population en lieu public et ivresse publique, ils ont été placés en détention provisoire au niveau de l'établissement de rééducation et de réadaptation de Koléa, conclut le communiqué. S. O./APS

Enlèvements d'enfants

## Le système d'alertes bientôt opérationnel

LE SYSTÈME de gestion informatique d'alertes, récemment mis en place par le ministère de la Justice pour contrer le phénomène d'enlèvements d'enfants, sera bientôt opérationnel, a annoncé lundi à Alger, le sous-directeur des Systèmes informatiques au ministère de la Justice, Athmane Ould Ali. «Le système de gestion informatique, récemment mis en place par le ministère de la Justice pour lutter contre le phénomène d'enlèvements des enfants, sera bientôt opérationnel au profit de tous les procureurs de la République», a déclaré à

l'APS, M. Ould Ali, en marge du séminaire sur l'E-Justice, co-organisé par le ministère de la Justice et la Délégation de l'Union européenne (UE) en Algérie. Une application sera mise à la disposition des procureurs de la République de sorte à ce que dès qu'un cas d'enlèvement d'enfant est signalé, ils (les procureurs) sont saisis par les proches de la victime. Les procureurs communiqueront, à leur tour, l'information au niveau central (ministère) pour être ensuite largement divulguée à travers les médias.

R. T.